

Les Marocains partent de moins en moins vivre au Canada

■ A peine 3 600 immigrés marocains entre 2010 et 2012 contre 5 500 en 2009.

■ La politique canadienne en matière d'immigration a complètement changé. De 60 000 par an, le pays n'a accueilli que 6 300 en 2014, toutes nationalités confondues.

■ Une seule catégorie de Marocains intéresse désormais le Canada: les étudiants.

L'immigration des Marocains au Canada, particulièrement sa partie francophone, le Québec, n'est plus ce qu'elle était. Ce n'est pas l'envie ou l'aspiration d'aller vivre dans un pays aussi grand et regorgeant de potentialités qui manquent, mais c'est le Canada qui ne veut plus des Marocains, et des Maghrébins d'une façon générale. On est en tout cas loin des années 1980-90, où ce pays accueillait à bras ouverts, sans discrimination, toutes confessions confondues, des immigrants du monde entier. Selon le ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration, 53 707 Marocains vivent au Canada, parmi les 161 216 qui résident en Amérique.



rale. Ces gens éprouvent, par rapport aux autres nationalités, des difficultés d'adaptation énormes.

Dix mille Français vont vivre chaque année au Québec

Une seule catégorie intéresse désormais les autorités canadiennes : les jeunes étudiants désireux de poursuivre leurs études au Canada. Là, il y a tout un programme d'encouragement et d'aide, pourvu que les candidats remplissent les conditions requises pour l'obtention d'un permis d'études. Les autres catégories, travailleurs temporaires et qualifiés, ne sont plus, ou très peu, sur la liste de l'immigration officielle au Canada. Les jeunes étudiants sont sollicités, car la réussite est devant eux, «et leur capacité d'adaptation est plus grande», estime M^e Barrou. Ce qui intéresse désormais le plus le Canada, et en particulier sa province francophone, le Québec, ce sont les immigrants venant d'Europe, et notamment de France. Ils passent par le programme «Permis Vacances-Travail» (PVT) qui permet de voyager pour une durée d'un an sur le territoire canadien tout en étant autorisé à travailler pour compléter ses ressources financières (sa durée devrait passer à deux ans en 2015). Ce permis permet donc le travail, qui donne l'opportunité d'entrer sur le territoire sans avoir obtenu au préalable une offre d'emploi, ce qui explique sa grande popularité. Seulement deux conditions sont posées pour l'obtention de ce permis : être Français et avoir moins de 35 ans. Le quota prévu dans ce programme est de 7 500 immigrants français par an. «Il est atteint en cinq minutes. 10 000 Français vont vivre chaque année au Québec», précise M^e Barrou.

D'autres sources d'associations de Marocains au Québec parlent d'au moins 60 000, déjà au début des années 2000. Les statistiques officielles canadiennes pour l'année 2009 classent le Maroc, avec 5 500 immigrants, parmi les dix principaux pays d'origine (voir encadré).

Quoi qu'il en soit, la vague massive d'immigration, choisie, préparée, tout à fait légale, voire encouragée, des centaines de familles marocaines vers le Québec qui a eu lieu pendant ces deux décennies n'est plus qu'un souvenir. Le quota lui-même, fixé par les autorités canadiennes, a été considérablement réduit, selon M^e Nadia Barrou, avocate en matière d'immigration. Pas spécialement à l'égard des Maghrébins, mais à l'égard de tous les pays. «Il y a à peine deux ans, le Québec accueillait 60 000 immi-

grants par an. Aujourd'hui, on n'accepte pas plus de 6 300 par an, et du monde entier», se déssole M^e Barrou. Elle-même marocaine, elle appartient à cette vague d'immigration des années 1990 puisqu'elle vit depuis 1997 à Montréal, où elle dispose d'un cabinet de conseil et d'aide en matière d'immigration, et un autre, à Casablanca.

Avec le programme «Entrée express» installé depuis janvier 2015, un nouveau système électronique qui gère les demandes de résidence permanente présentées au titre de certains programmes d'immigration économique, «un seul Marocain a été accepté à émigrer au Québec», rappelle M^e Barrou. Une mauvaise opinion des Marocains dans la société canadienne? «C'est le cas de le dire. Les Maghrébins d'une façon générale ne sont plus désirés par les Canadiens», confirme-t-elle. «Lors de mes entretiens avec les

candidats marocains à l'immigration au Québec, la première question qu'on me pose est combien ils vont toucher en termes d'aide sociale. C'est le cas de 30% de ces candidats», affirme-t-elle. Ça en dit long sur la mentalité qui prédomine chez cette catégorie, elle ne cherche pas à travailler pour gagner sa vie, mais préfère ne rien faire et avoir en retour une aide sociale. Ce n'est pas par hasard si le plus haut taux de chômage au Québec touche d'abord les Maghrébins.

La politique officielle d'immigration au Canada a donc complètement changé, poursuit notre interlocutrice. Il y a cette image négative des Maghrébins, dictée par une conjoncture internationale, marquée, commente ce haut cadre dans une entreprise canadienne depuis vingt ans, «par une opinion négative à l'égard des musulmans d'une façon géné-

Ce même programme, avec des quotas différents, existe pour d'autres pays européens, avec l'Australie, entre autres.

Conclusion : de moins de moins de Marocains vont au Canada ces deux dernières années, l'immigration choisie dans ce pays est de plus en plus difficile. Mais cela n'ôte rien au mérite et aux compétences marocaines qui se sont déployées depuis des décennies au Canada : des cadres, des hommes d'affaires, des journalistes, des hommes politiques, des scientifiques... On se rappelle de Ismahane Elouafi, la Marocaine du Canada, qui a figuré en janvier 2015 dans le Top 20 des femmes qui ont contribué au développement du domaine scientifique dans le monde

Les Marocains formaient 2,2% de l'ensemble des immigrants admis au Canada en 2009

Les immigrants provenant du continent africain représentaient 11,7% de l'ensemble des immigrants au Canada en 2008, proportion qui est passée à 13,2% en 2009. Durant ces deux années, 29 000 et 33 400 immigrants africains ont été admis au pays. Le Maroc s'est classé parmi les dix principaux pays d'origine pour la première fois en 2009. Les quelque 5 500 immigrants du Maroc, dont plus des trois quarts appartenaient à la catégorie de l'immigration économique (78,4%),

formaient 2,2% de l'ensemble admis au Canada en 2009. Mais le nombre de nouveaux résidents permanents marocains au Canada a baissé d'un tiers entre 2010 et 2012, pour atteindre le nombre de 3 629. Bien que leurs effectifs soient relativement faibles, les pays africains tels que l'Algérie, le Nigeria, l'Égypte, le Cameroun et la République Démocratique du Congo ont été à l'origine d'un nombre croissant d'immigrants au Canada ces dernières années ■

islamique : 15 années d'expérience dans la recherche agricole et des postes de gestion au sein du système fédé-

ral canadien, dont celui de directrice de la Division de la gestion de la recherche et des partenariats de l'Agence

canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Il y a aussi la députée Fatima Houda Pépin, première femme

arabe d'origine marocaine à être élue au Québec... Et bien d'autres. Une jeune de 34 ans, la Marocaine Sawsan Mbirkou (voir portrait), réussit aussi un parcours brillant. Partie à 17 ans avec sa famille à Montréal, elle était là, à Casablanca récemment, pour offrir ses services, en tant que présidente de «Iris Immigration», une entreprise qui conseille les candidats tentés par le départ au Québec. Sa mère, Khadija Erbib, vice-présidente et directrice de la formation au sein de cette entreprise, présente aussi au cours de ce voyage, ne regrette rien de cette «aventure» québécoise. Elle et son mari n'ont pas été dans le besoin matériel pour émigrer au Canada ■

IAOUAD MDIDECH

PORTRAIT



■ Sawsan Mbirkou est partie à dix-sept ans à Montréal, avec sa famille, dans le cadre d'une immigration choisie. Après une licence de psychologie à l'Université McGill et un master à Ontario, elle crée «Iris immigration», un cabinet d'aide à tous ceux tentés par l'immigration au Québec.

Le parcours de Sawsan Mbirkou ne diffère pas de celui des dizaines de milliers de Marocains partis, en famille, refaire leur vie au Canada. Elle fait partie de cette vague d'immigrants attirés par l'Amérique du Nord dans les années 1990, la plus importante de toute l'histoire du Maroc. Ce n'est pas la recherche d'un travail qui motivait leur départ, comme autrefois la grande majorité des Marocains de France, de Hollande, d'Italie ou de Belgique, mais l'aspiration

Sawsan Mbirkou, une Marocaine du Canada au service des migrants

à un mode de vie meilleur. Sawsan avait dix-sept ans quand ses parents mettent le cap sur Montréal en 1998. Elle pouvait bien choisir la France, comme la plupart de ses amis du lycée Lyautey, mais elle a préféré le Québec. Un premier voyage de quatre semaines dans cette province canadienne comme vacancière, alors qu'elle n'avait encore que 15 ans, lui a ouvert les yeux. Elle découvre une nature verdoyante, des lacs à perte de vue, une ouverture d'esprit étonnante, une discipline, un respect pour l'autre irréprochable. Et, surtout, la liberté d'entreprendre ce qu'elle veut. Elle intègre, en arrivant à Montréal, le cycle Cegep pour faire deux ans d'études en sciences humaines, un passage obligatoire pour avoir droit à l'Université McGill où elle obtient un baccalauréat (une licence régime marocain) en psychologie. La même université qu'a faite son aînée marocaine trente ans auparavant, la députée Fatima Houda Pépin, première femme arabe d'origine marocaine à être élue au Parlement québécois. Sa formation, Sawsan l'a faite en anglais, alors qu'elle est parfaitement francophone. La psychologie ? C'est la meilleure voie qui la

prédispose à sonder les tréfonds de l'être humain, pour mieux le comprendre, l'aborder, lui être utile. C'est que Sawsan est une fille d'immigrés, qui ont choisi l'immigration en connaissance de cause, et le sujet de l'immigration commence déjà à s'imposer à elle. Mais il fallait d'abord continuer ses études supérieures pour garantir un avenir professionnel sous de meilleurs auspices. On est en 2005, elle partit alors à Ontario, une province anglophone, pour décrocher un master, toujours en psychologie. Et toujours en anglais. Le français et l'anglais sont indispensables au Canada pour tisser des liens. Elle rencontrera son âme sœur, un Égyptien, avec qui elle convole en justes noces.

Les autorités québécoises n'acceptent plus que les étudiants

En 2008, la voilà de retour à Montréal pour enseigner la psychologie dans un premier temps, au même Cegep où elle a été élève. C'est de là qu'elle intègre, une année plus tard, la Commission scolaire en tant que formatrice en relations interculturelles. Un tremplin idéal pour mettre en pratique l'idée insistante

de devenir conseillère en immigration.

2008. Dix ans déjà au Canada, entrecoupés de voyages, avec ses parents et son petit frère, à son pays d'origine, dont elle ignore quasiment tout. Du moins, elle n'y a jamais été en contact avec le monde professionnel. «Le Maroc est un pays lointain pour moi, que j'ai besoin de découvrir... J'y venais en vacances, pour voir la famille...», confesse Sawsan, curieuse d'en savoir plus. Si elle a été à Casablanca récemment, c'est pour donner des conférences, notamment aux futurs étudiants désireux d'exaucer leur rêve d'aller étudier au Québec. Les autorités du Québec n'acceptent plus que cette catégorie d'immigrés, ils auraient selon elles une capacité d'adaptation plus grande que les autres. C'était sa première sortie professionnelle dans son pays d'origine, pour donner conseil à ceux qui cherchent une assistance dans leur projet d'immigration. Elle a fait le déplacement en compagnie de l'équipe du cabinet d'avocat Barrou, et de celle d'Auray Capital, une agence spécialisée dans les programmes de résidence et de citoyenneté par investissement. C'est que notre jeune femme, 17 ans

après avoir quitté le Maroc, y est revenue comme présidente de «Iris immigration», une petite entreprise spécialisée en relocalisation, coaching et formation. Le choix de ce métier lui est venu un jour, à l'aéroport de Montréal, lors d'un retour d'un voyage. Elle aperçut des arrivants entamer avec angoisse leurs premiers pas d'immigrés. C'est le déclic, elle se dit que c'est ce travail qu'il faudra faire un jour : faciliter l'installation des nouveaux venus au Canada. Mais dans un cadre plus original, qui lui permettra en même temps de s'enrichir sur le plan personnel et de gagner mieux sa vie. Iris immigration est opérationnelle à partir de décembre 2012, et elle est, depuis, au service des personnes qui veulent s'installer à Montréal : depuis l'aéroport (et même avant), en passant par le logement, l'ouverture d'un compte bancaire, les formalités administratives... Un gain de temps appréciable, pour le nouvel arrivant. «Beaucoup d'immigrés nous ont confié avoir perdu plusieurs années dans des chemins qui n'ont pas abouti. Plusieurs ont même dû retourner dans leur pays. Notre intervention leur a été très utile», lance-t-elle, satisfaite ■

J.M.